



Bulletin d'informations

Du 24 avril 2008

Mail : gsen.edfgdf@free.fr
<http://gsen.edfgdf.free.fr>

Crise énergétique, prix du pétrole et valeur refuge

La crise énergétique bat son plein. Le prix du pétrole a pratiquement atteint 120\$ / bl et le seuil de 1,60 dollar pour un euro a été franchi mardi 22 avril en fin d'après-midi, après une statistique décevante sur le marché immobilier américain. Dans la matinée, Christian Noyer, le gouverneur de la Banque de France, a affirmé que la BCE n'hésiterait pas à " *bouger les taux* " pour parvenir à réduire l'inflation à 2 % en 2009.

Cette explosion des prix ne se limite pas aux matières premières énergétiques. On la constate également sur les matières premières agricoles et les autres commodités : fer, cuivre.

Le CERA, Cambridge Energy Research Associates, de Boston (US), qui s'impose progressivement comme la référence pensante du secteur énergétique publie un nouvel index (PCCI) de l'inflation des coûts des projets énergétiques (figure N°3) aux Etats-Unis.

Le PCCI - qui suit les coûts de construction des centrales au charbon, gaz, éoliennes ou nucléaires sur une base 100 en 2000 montre qu'une centrale qui aurait nécessité un milliard de dollars d'investissement en 2000, en exigerait aujourd'hui 2.31 milliards.

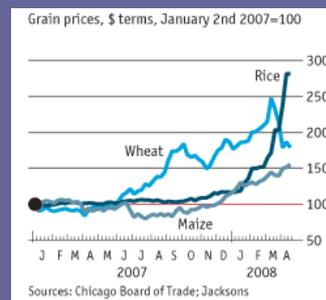
Bien que le PCCI soit à la hausse depuis 2000, une accélération s'est produit à partir de 2005, et a augmenté les coûts de 76% en trois ans.

On s'attend à ce que, aux Etats-Unis 80 à 110 GW

Fig N° 1 : évolution du prix du pétrole depuis janvier 2008



Fig N° 2 : évolution du prix du blé, du maïs et du riz depuis janvier 2007



soient construites et mises en service dans les cinq prochaines années. En plus, de nombreuses centrales, à long temps de construction, au charbon ou nucléaire, seront commandées dans les trois prochaines années. En raison de ce niveau d'activité, les délais pour certains équipements électro-mécaniques ont augmenté de 50% au cours des six derniers mois et leur prix ont augmenté.

Mais, force est de le constater : l'activité de *trading* sur les contrats futurs de pétrole est actuellement supérieure de 350% sur le New York Mercantile Exchange - le plus important au monde - à ce qu'elle était en 2002. La croissance de cette activité de *trading* coïncide avec une montée des prix du pétrole, passés de 26 dollars en 2002 à presque \$ 120 en 2008. Cette coïncidence n'est évidemment pas fortuite. Depuis que la crise du crédit a fait sa première apparition l'été dernier, l'énergie et les autres commodités, ont elles aussi été emportées dans le tourbillon de l'économie globalisée. De plus en plus, les fonds de pension et autres investisseurs institutionnels qui n'ont aucun besoin physique de la commodité, mais qui négocient des produits financiers qui en sont dérivés (des engagements d'acheter ou de vendre dans le futur cette commodité, dont ils n'ont pas vraiment besoin dans le cadre de leur activité rentière), avec " *comme but unique de réaliser des profits grâce une anticipation réussie de leurs mouvements de prix* ", voient les commodités et le pétrole en particuliers comme une nouvelle classe d'actifs où investir leurs fonds surabondants. Ainsi, le célèbre *California Public Employees Retirement System (CalPERS)*, le plus grand fond de pension américain a augmenté les montants qu'il y consacre. Cette évolution est un élément d'une " *nouvelle stratégie destinée à contrebalancer l'inflation et à diversifier ses investissements, pour compenser ses pertes durant le retournement des marchés actions* ". Ces investisseurs non-commerciaux, comme ils sont souvent pudiquement dénommés, apportent au marché une liquidité artificielle. La situation présente des marchés du crédit illustre les dangers qui se matérialisent lorsque le *trading* sur un marché perd sa liquidité. L'incertitude et la peur prennent alors le dessus, ce qui exacerbe la panique du marché. Les marchés des contrats sur le pétrole sont parmi les plus liquides au monde et le sont restés pour le moment malgré l'écroulement du marché du crédit.

Aux Etats-Unis, la sénatrice démocrate de l'état de Washington Maria Cantwell (D. Wash.) et le sénateur. Amy Klobuchar, (D. Minn.) ont réclamé une enquête fédérale. " *I think the quickest fix is for the president's fraud task force within the Department of Justice to initiate an oil and gas market fraud investigation,*" a declare M. Cantwell..

Figure N° 3 : indice des prix de la construction des centrales électriques de IHS-CERA

